

# PREMIERE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RAPPORT FINANCIER ANNUEL

**2013 - 2014**



## SOITEC

Société Anonyme au capital de 17 314 264 euros

Parc Technologique des Fontaines

Chemin des Franques

38190 Bernin – France

384711909 RCS Grenoble



La présente actualisation du document de référence 2013-2014 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (l' "AMF") le 17 juin 2014, conformément à l'article 212-13 IV de son Règlement général. Elle complète le document de référence 2013-2014 de Soitec, déposé auprès de l'AMF le 13 mai 2014 sous le numéro D.14-0518. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le document de référence et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF.

Des exemplaires de la présente Actualisation du Document de Référence 2013-2014 (le « Document de Référence ») sont disponibles sans frais auprès de :

- Soitec – Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques, 38190 Bernin – France,
- sur le site internet de Soitec ([www.soitec.com](http://www.soitec.com)) et sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

## Sommaire

La numérotation des paragraphes ci-dessous correspond au schéma tel que défini dans l'Annexe I du Règlement CE N° 809/2004 du 29 avril 2004.

1. PERSONNES RESPONSABLES	4
1.1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION U DOCUMENT DE REFERENCE	4
1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	4
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	4
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES - RECTIFICATIF	5
4. FACTEURS DE RISQUE	5
4.4. RISQUES DE MARCHE	5
5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE	5
5.2. INVESTISSEMENTS	5
6. APERÇU DES ACTIVITES	6
6.1. PRINCIPALES ACTIVITES	6
10. TRESORERIE ET CAPITAUX	7
10.2. SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE	7
10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DU GROUPE	7
10.5. INFORMATIONS CONCERNANT LES SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES	7
12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	7
12.2. EXISTENCE DE TOUTE TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE OU TOUT ENGAGEMENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SUR LES PERSPECTIVES DE LA SOCIETE	7
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE DIRECTION GENERALE	8
14.1. INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	8
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	9
21.1. CAPITAL SOCIAL	9
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	11
24.2. LISTE DES COMMUNIQUE DE PRESSE ET AUTRES PUBLICATIONS	11

## REMARQUES GENERALES

La présente actualisation a pour objet de mettre à jour le Document de Référence de Soitec pour l'exercice clos le 31 Mars 2014, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 mai 2014 sous le n° D.14-0518 (le « Document de Référence 2013-2014 »).

Les renseignements fournis dans le Document de Référence 2013-2014 mis en ligne sur le site de la Société demeurent valables et sont complétés par les développements figurant ci-après. Par souci de clarté, la numérotation des chapitres du Document de Référence modifiés par la présente actualisation a été conservée.

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au Chapitre 4 du Document de Référence 2013-2014, ainsi qu'à la page 5 de la présente actualisation, avant de prendre une décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

## 1. Personnes responsables

### 1.1. Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé, Président Directeur Général.

### 1.2. Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de cette actualisation.

Cette lettre de fin de travaux ne contient pas d'observations.

Les informations financières historiques présentées dans le Document de Référence ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux. Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2014 figure en page 120 du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 13 mai 2014 sous le numéro D.14-0518 et contient l'observation suivante : « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.4.7 aux états financiers consolidés qui expose les hypothèses sous-tendant le maintien du principe de continuité d'exploitation du Groupe ». Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2013 figure en page 118 du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 27 juin 2013 sous le numéro D.13-0676. Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2012 figure en page 100 du Document de Référence 2012 déposé auprès de l'AMF le 15 juin 2012 sous le numéro D.12-0619.

Le 17 juin 2014

André-Jacques Auberton-Hervé

Président Directeur Général

## 2. Contrôleurs légaux des comptes

### Commissaires aux comptes titulaires

*Cabinet Muraz Pavillet représenté par Monsieur Christian Muraz*

3, Chemin du Vieux Chêne – 38240 Meylan

- date du premier mandat : 27 février 1992 ;
- renouvellement du mandat : 7 juillet 2010 ;
- date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

*PricewaterhouseCoopers Audit représenté par Monsieur Philippe Willemain*

63, rue de Villiers - 92208 Neuilly-sur-Seine

- date du premier mandat : 7 juillet 2010 ;
- date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

### Commissaires aux comptes titulaires suppléants

*René-Charles Perrot*

65, boulevard des Alpes – 38240 Meylan

- date du premier mandat : 27 février 1992 ;
- renouvellement du mandat : 7 juillet 2010 ;
- date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

*Yves Nicolas*

63, rue de Villiers - 92208 Neuilly-sur-Seine

- date du premier mandat : 7 juillet 2010 ;
- date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

### 3. Informations financières sélectionnées - Rectificatif

Au chapitre 3 du Document de Référence présentant les informations financières sélectionnées pour l'exercice 2013-2014, il convient de lire :

Depuis le 1er avril 2013, l'endettement financier du Groupe a augmenté d'un montant de 60,3 millions d'euros pour atteindre un montant total de 256,9 millions d'euros (le détail de la composition de la dette financière figure dans la note 3.15 aux comptes consolidés figurant dans le paragraphe 3 du chapitre 20).

Le reste du Chapitre est inchangé.

### 4. Facteurs de risque

Depuis le 31 mars 2014, l'appréciation du risque de liquidité auquel est confronté la Société a évolué de la façon suivante :

#### 4.4. Risques de marché

##### 4.4.3. Risque de liquidité

Au 31 mars 2014, la Société disposait d'une trésorerie disponible de 44,7 millions d'euros. La matérialisation financière définitive des transactions relatives à la cession du projet sud africain dans les prochaines semaines devait conduire à la perception par le Groupe d'une trésorerie disponible additionnelle de 65,6 millions d'euros. 30,1 millions d'euros ont été encaissés au titre du projet sud-africain sur les deux premiers mois de l'exercice fiscal. Le solde devrait être encaissé au cours du deuxième trimestre. La finalisation du projet sud africain à 44 MWp complètera également ce montant. Le montant total à encaisser sur ce projet d'ici la fin du mois d'août 2014 s'élève donc à environ 78 millions d'euros.

A la clôture de mai 2014, la trésorerie se montait à 37,2 millions d'euros, en baisse de 7,5 millions d'euros par rapport au 31 mars 2014. Le projet sud-africain a généré un flux positif net de 18 millions d'euros (30,1 millions d'euros encaissés mais dépôt de garantie de performance de 7,2 millions d'euros et apport en capital à la filiale projet pour 4,9 millions d'euros). La consommation de trésorerie hors Touwsrivier se monte donc à environ 25 millions d'euros cumulés sur les mois d'avril et de mai 2014. Ce niveau de consommation élevé correspond à un point bas de l'activité, en particulier sur la Division Electronique (en basse de 45% par rapport au quatrième trimestre 2013-2014) et ne reflète pas l'évolution attendue en tendance sur l'ensemble de l'exercice. Soitec entend finaliser des accords de vente avec reprise en crédit-bail (sale and lease-back) de certains de ses actifs avant la fin du premier semestre 2014-2015, après avoir monétisé ses bâtiments à San Diego en mars dernier. En parallèle et pour mieux servir ses clients et actionnaires, Soitec poursuivra l'optimisation de sa structure des coûts en lien avec les tendances de marchés dans le cadre de son programme stratégique « Soitec 2015 » qui vise le retour à la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice 2015-2016 en étant centré sur les coûts, l'agilité et l'excellence opérationnelle. Les flux de trésorerie générés par l'exploitation dans la division Electronique, le solde restant à encaisser sur le projet sud-africain (environ 78 millions d'euros) et la mise en place d'un financement en crédit-bail sur des équipements industriels (à hauteur d'un montant net d'environ 22,2 millions d'euros pour San Diego et environ 22 millions d'euros pour Bernin, environ) permettront de faire face aux échéances à court terme, notamment le remboursement du solde de l'Obligation à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes, venant à échéance le 9 septembre 2014 (les « OCEANE 2014 »).

A la date de la présente actualisation du Document de Référence, Soitec a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère, comme à la date du Document de Référence, être en mesure de faire face à l'échéance à venir au mois de septembre 2014 de son OCEANE 2014. L'éventuel décalage de l'encaissement par Soitec avant le 9 septembre 2014 de l'un ou l'autre des éléments mentionnés au paragraphe précédent pourrait toutefois avoir pour conséquence l'impossibilité de faire face au remboursement des OCEANE 2014 à cette date. Au-delà de l'échéance de l'OCEANE 2014, le Groupe considère qu'il sera

en mesure de continuer son activité en 2014-2015, grâce à la trésorerie dont il dispose, à sa capacité à lever des fonds et aux perspectives de développement de ses activités au cours du prochain exercice. A ce titre, l'adoption des résolutions soumises au vote des actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 avril 2014 (voir paragraphe 21.1.4.2 du Document de Référence) a permis de doter la Société des autorisations nécessaires à un éventuel appel aux marchés financiers pour financer l'activité de la Société sur l'ensemble de l'exercice 2014-2015. Voir également la note 2.4.7 aux comptes consolidés relative à la continuité de l'exploitation au paragraphe 20.3.1.2 du Document de Référence.

### 5 Informations concernant la Société

#### 5.2. Investissements

##### 5.2.2 Principaux investissements attendus

Dans la division Energie Solaire, la capacité de production de modules photovoltaïques installée devrait permettre de répondre aux besoins pour un horizon d'une année. Les investissements seront réalisés sur le site de Bernin pour la mise en place d'une ligne pilote en perspective de l'industrialisation de la cellule photovoltaïque en cours de développement sur la base de la technologie de l'Institut Fraunhofer exploitée par le Groupe.

Dans la division Electronique, de nouveaux investissements seront réalisés en vue de porter la capacité de production de plaques 300 mm pour le *Fully Depleted* SOI et pour le marché de la photonique à 140 000 plaques par an. La montée en puissance des lignes de production de plaques 300 mm pour le *Fully Depleted* SOI sera accompagnée d'investissements complémentaires destinés à adapter les lignes de production *Partially Depleted* SOI à la technologie *Fully Depleted* SOI.

S'agissant de la Division Electronique, Soitec anticipe en effet avec confiance l'adoption de ses solutions FD SOI par de grands acteurs du marché des semi-conducteurs, confirmée par l'annonce le 14 mai 2014 de l'accord conclu entre Samsung et STMicroelectronics, par lequel Samsung bénéficie d'une licence auprès de STMicroelectronics pour la plate-forme technologique FD SOI en 28 nm (voir le communiqué du 15 mai 2014). La qualification du FD SOI par Samsung ne nécessitera qu'une enveloppe d'investissement modeste, de l'ordre de 4,5 millions d'euros dont 1,2 millions d'euros ont été décaissés en avril 2014. La montée en volume attendue pour le début de l'année civile 2015 pourrait nécessiter des premiers investissements de capacité en fin d'exercice fiscal, pour un montant maximum de 7 à 8 millions d'euros. Au-delà de l'exercice en cours, l'effort d'investissement dépendra du rythme de montée en puissance des donneurs d'ordre.

Enfin, le Groupe investira dans le domaine de l'informatique (gestion de la production, transfert de certaines applications dans le cloud).

L'ensemble des nouveaux investissements actuellement envisagés sur l'exercice 2014-2015 doit se monter à environ 20 millions d'euros, dont ceux précédemment évoqués pour accompagner la montée en puissance du FD SOI. Le calendrier des décaissements sera susceptible d'être ajusté au rythme de l'utilisation des capacités de production.

Il est en outre renvoyé à la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés figurant au paragraphe 20.3.1.2. du Document de Référence, ainsi qu'à la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés figurant au paragraphe 20.3.1.2. du Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2013 déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 juin 2013 sous le numéro D13-0676, ainsi qu'à la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés figurant en pages 67 et suivantes du Rapport Annuel pour l'exercice clos au 31 mars 2012 déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 juin 2012 sous le numéro D12-0619, pour des informations complémentaires sur les investissements réalisés par la Société.

## 6. Aperçu des activités

### 6.1. Principales activités

#### 6.1.1. Activités historiques *Electronics*

L'activité principale de la Société se situe entre les fabricants de silicium et les fabricants de circuits intégrés. Il s'agit d'une activité d'ingénierie des matériaux dont le but est de fournir à l'industrie le matériau adapté à chaque nouvelle génération technologique dans la course à la miniaturisation, offrant ainsi la possibilité de poursuivre la loi de Moore (course à la performance) en franchissant ce que certains nomment le mur thermique.

Soitec propose des produits à base de Silicium Sur Isolant, ou SOI (*Silicon-on-Insulator*), qui sert de support à la fabrication de circuits intégrés plus rapides et consommant moins d'énergie que les circuits intégrés gravés sur du matériau silicium traditionnel, pour répondre aux besoins uniques de chacun de ses clients. Les plaques SOI consistent en une couche de silicium monocristallin séparée d'une plaque de support par une couche de SiO<sub>2</sub> amorphe. Cette technique d'isolation permet de réduire les capacités parasites et de constater des augmentations de performance et des réductions de l'énergie consommée dans des proportions très significatives en comparaison avec le silicium massif standard. La réduction de la puissance consommée que permet le SOI entraîne une réduction proportionnelle de la chaleur dissipée en offrant ainsi aux fabricants de circuits intégrés une solution à cet obstacle majeur.

Fondées sur la technologie Smart Cut™, les gammes de produits et les procédés de Soitec sont applicables à différents diamètres, propriétés des matériaux de base et épaisseurs de couches SOI et enterrées. La technologie Smart Cut™ permet d'obtenir des films d'une épaisseur très uniforme avec une grande précision. Les substrats SOI ont prouvé leur intérêt pour améliorer les performances et réduire la consommation électrique des circuits électroniques de façon spectaculaire. De par ses matériaux et ses procédés, Soitec est à l'avant-garde des enjeux auxquels sont confrontés les marchés de l'électronique : puissance et vitesse de calcul, nomadisme et miniaturisation des composants d'une part ; rôle déterminant des semi-conducteurs dans les économies d'énergie d'autre part.

Après une première vague de croissance portée par l'adoption du SOI dans un nombre croissant d'applications microélectroniques (serveurs, consoles de jeux, ordinateurs de bureau et PC), Soitec se retrouve au coeur des enjeux de la mobilité (smartphones, tablettes). L'industrie du semi-conducteur est entrée dans une zone d'incertitude quant aux choix technologiques pour les prochaines générations de produits. Ainsi, Intel, le leader sur le marché des microprocesseurs et le marché des chipsets graphiques intégrés, a annoncé qu'il renoncerait à poursuivre la course engagée à la réduction linéaire des finesses de gravure, pour adopter une technologie de fabrication de ses processeurs tridimensionnelle, ce qui constitue une rupture technologique majeure pour l'ensemble des fonderies. Traditionnellement positionné pour servir le marché des ordinateurs de bureau qui représentait 85 % du son chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2012, Advanced Micro Devices (AMD) - client de notre client Global Foundries - n'a pas su se positionner rapidement sur les nouveaux relais de croissance que constituent le marché des applications mobiles, et fait face à une crise de transition qui se répercute auprès de Global Foundries et par ricochet auprès de Soitec. Dans un marché en contraction, la part des produits finaux développés par AMD conçus sur SOI tend également à décroître, ce qui se traduit par une diminution constante de la consommation de plaques de SOI par Global Foundries. Ce mouvement est amplifié par la nécessité pour AMD de faire face à la concurrence exacerbée d'Intel dans un marché en forte baisse, alors que lui-même est en pleine phase de transition du noeud technologique 32 nm. Ce mouvement affecte particulièrement la Société, dont le principal produit (plaques 300 mm pour PD-SOI (*Partially Depleted SOI*)), qui génère 43 % des revenus de la Division au cours de l'exercice 2012-2013, a vu sa fin de vie accélérée pendant l'exercice 2013-2014. Les ventes de plaques 300 mm n'ont plus représenté, au cours de l'exercice 2013-2014, que 35 % du chiffre d'affaires de la Division Electronique.

Face à ce mouvement, Soitec dispose avec le FD SOI (*Fully-depleted SOI*) d'une proposition technologique concurrente compétitive, dont elle perçoit le potentiel de développement pour les prochaines années, mais qui n'en est pas encore à un stade d'adoption généralisé. La technologie FD SOI proposée par Soitec couvre à la fois les gravures linéaires (2D) et tridimensionnelles (3D). En particulier, la gamme Soitec FD-2D est une solution extrêmement intéressante pour les applications qui requièrent à la

fois haute performance et basse consommation à un coût compétitif, adaptées au marché grand public. Ces avantages sont parfaitement en adéquation avec les attentes des consommateurs à la recherche de produits avec plus de performance et d'autonomie de batteries aux meilleurs coûts.

L'intérêt industriel pour cette technologie a notamment été confirmé par STMicroelectronics dès le noeud 28 nm (<http://www.st.com/web/en/press/t3405>) et en particulier à partir du noeud 20nm, ce qui conforte la confiance de Soitec dans l'adoption massive du FD SOI par d'autres acteurs de premier plan dans les années à venir. Le 14 mai 2014, Soitec a fait état de l'accord conclu entre Samsung et STMicroelectronics, par lequel Samsung bénéficie d'une licence auprès de STMicroelectronics pour la plate-forme technologique FD SOI en 28 nm (voir le communiqué du 15 mai 2014).

En parallèle, l'adoption grandissante des solutions sur base SOI par les fournisseurs des équipements du marché de la mobilité (connectique RF, processeurs d'application, capteurs) offre à la Division Électronique un débouché pour sa technologie en plaques de 200 mm dont la traction est importante, même si elle est aujourd'hui insuffisante à compenser la perte d'activité dans le domaine des plaques 300 mm, que le Groupe espère pouvoir à terme compenser par ses solutions FD SOI développées sur des plaques de 300 mm. Le 26 mai 2014, Soitec a annoncé la conclusion d'un partenariat de dimension internationale avec Shanghai Simgui Technology Co., Ltd. (Simgui), fabricant chinois de plaques de silicium pour l'industrie des semi-conducteurs. Cette alliance vise à répondre à l'augmentation de la demande chinoise et à l'insuffisance mondiale des capacités de production de plaques de silicium sur isolant (SOI) de taille 200 mm, qui sont utilisées dans la fabrication de semi-conducteurs pour les applications de radio fréquence (RF) et les applications de puissance (voir communiqué du 26 mai 2014).

Les prévisions les plus récentes indiquent une forte baisse séquentielle sur le premier trimestre de l'exercice 2014-2015 (de l'ordre de 45% par comparaison au quatrième trimestre 2013-2014) suivie d'une croissance soutenue au cours de l'exercice, qui résultera des premières ventes significatives de plaques FD SOI et la poursuite des livraisons dédiées aux applications RF. Cette tendance conduit la Division Électronique à anticiper une stabilité de son chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'exercice 2014-2015.

#### 6.1.2. Activité solaire *Solar Energy*

En décembre 2009, la Société a acquis une participation majoritaire dans la société allemande Soitec Solar GmbH (anciennement Concentrix Solar GmbH) en vue de prendre position sur le marché de l'énergie solaire à haute concentration. Depuis l'exercice en décembre 2011 de l'option d'achat sur les titres détenus par les actionnaires minoritaires, la Société contrôle la totalité du capital de Soitec Solar GmbH. La technologie photovoltaïque à concentration (CPV) fait appel à des matériaux III-V sur lesquels le Groupe considère disposer d'un savoir-faire qui devrait lui permettre d'améliorer significativement l'efficacité des cellules solaires utilisées et de les insérer dans l'offre de panneaux solaires à forte concentration proposée par Soitec Solar. La Société se positionne donc sur un second marché en forte croissance dédié à la production d'électricité industrielle fournie par des fermes solaires utilisant la technologie CPV. Ses interventions au-delà de la fourniture de systèmes peuvent s'inscrire également dans une approche de développement de projets et d'ingénierie technique et financière associés.

Le développement du Groupe dans les métiers de l'énergie solaire repose sur une stratégie axée autour de la fourniture de solutions industrielles adaptées aux régions à fort taux d'ensoleillement et non pas, prioritairement, sur le marché européen qui a été au cours des années passées le marché de référence des technologies photovoltaïques traditionnelles. La technologie Concentrix™ est conçue pour l'exploitation industrielle de centrales solaires à très forte capacité. Elle trouve son efficacité optimale dans les régions du monde à fort ensoleillement direct : Afrique du Nord et du Sud, Moyen-Orient, Australie, une partie de l'Amérique du sud et le Sud-Ouest des États-Unis, régions où sont attendues les plus fortes croissances des ventes avec une très forte contribution des centrales de forte capacité. Déjà installés dans 18 pays, ses systèmes dépassent tous les records de rendement, grâce notamment à un mécanisme de rotation bi-axial qui suit la position du soleil.

Le développement commercial de Soitec dans le domaine de l'énergie solaire repose sur un important portefeuille de projets, auxquels sont attachés des contrats d'achat d'électricité. La Division Solaire finalisera la livraison de la totalité des 44 MWp du projet Touwsrivier sur le premier semestre de l'exercice 2014-2015 et devrait s'engager dans une montée en charge de ses livraisons sur son premier projet nord américain pour lequel le Groupe détient en propre 150 MWp de contrats d'électricité. La

centrale solaire de Touwsrivier a récemment franchi toutes les étapes nécessaires à la mise en service de ses premiers 22 MWp, soit la moitié de sa capacité totale. Cette étape majeure confirme le respect par la centrale des obligations contractuelles et valide les contrats d'achat d'électricité conclus pour la totalité des 44 MWp. Le 1<sup>er</sup> juin 2014, Soitec a annoncé que le ministère de l'Énergie sud-africain a définitivement validé la modification de la structure de financement de la centrale solaire Soitec de 44 MWp installée à Touwsrivier, en autorisant la participation au projet du Government Employee Pension Fund (GEPF) en qualité d'investisseur majeur à long terme (voir communiqué du 1<sup>er</sup> juin 2014).

Si le Groupe enregistre certains succès (notamment dans le cadre du deuxième appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Énergie (« CRE ») pour la réalisation et l'exploitation de centrales solaires de plus de 250 kWc ( voir le communiqué du 7 avril 2014), il fait également face à quelques déceptions . Soitec a ainsi annoncé le 15 avril 2014 que CSOLAR IV West, LLC (« CSOLAR »), avait indiqué à la société San Diego Gas & Electric (« SDG&E ») avoir décidé de ne pas retenir la technologie photovoltaïque à concentration (CPV) développée par Soitec Solar afin de produire les 150 mégawatts (MW) de la ferme solaire CSOLAR IV West située dans la région d'Imperial County (voir le communiqué Soitec du 10 mars 2011). CSOLAR, une filiale à 100% de Tenaska Solar Ventures, LLC (« Tenaska »), a indiqué préférer avoir recours à une solution traditionnelle de panneaux photovoltaïques pour réaliser le projet. La décision prise par Tenaska ne remet pas en cause de façon significative les perspectives de l'usine californienne en charge de l'approvisionnement mondial en panneaux utilisant la technologie CPV, ni n'impacte les contrats d'achat d'électricités conclus entre Soitec Solar et SDG&E qui ont précédemment été validés par la CPUC (voir les communiqués Soitec des 12 avril 2011 et 18 mai 2011) et sont en cours de développement.

## 10. Trésorerie et capitaux

### 10.2. Source et montant des flux de trésorerie du Groupe

Le Groupe a utilisé environ 85 millions d'euros de trésorerie au cours de l'exercice 2013-2014 du fait de flux de trésorerie d'exploitation négatifs à hauteur de 178,8 millions d'euros et de décaissements liés aux investissements pour un montant de 47 millions d'euros, ce chiffre ne prenant pas en compte les placements financiers ni les dépôts de garanties.

Par ailleurs, le Groupe a réalisé une augmentation de capital qui a permis de lever 67,9 millions d'euros (produit net). Il a émis un nouvel emprunt obligataire convertible pour 103,2 millions d'euros, mobilisé des lignes de crédit supplémentaires pour 19,5 millions d'euros et contracté un prêt de 13,1 millions d'euros en hypothéquant le bâtiment de San Diego. Ces ressources ont été partiellement consommées par le biais du remboursement partiel de l'obligation convertible arrivant à échéance en septembre 2014, à hauteur de 62 millions d'euros, et le montant net de 18 millions d'euros versé au titre des charges et des produits financiers. Le solde de la consommation de trésorerie est imputable au remboursement des contrats de crédit-bail pour 6,3 millions d'euros et aux pertes de change réalisées pour 3,7 millions d'euros.

Au 31 mars 2014, le Groupe disposait d'une trésorerie disponible (y compris équivalents de trésorerie) de 44,7 millions d'euros.

A la clôture de mai 2014, la trésorerie se montait à 37,2 millions d'euros, en baisse de 7,5 millions d'euros par rapport au 31 mars 2014. Le projet sud-africain a généré un flux positif net de 18 millions d'euros (30,1 millions d'euros encaissés mais dépôt de garantie de performance de 7,2 millions d'euros et apport en capital à la filiale projet pour 4,9 millions d'euros). La consommation de trésorerie hors Touwsrivier se monte donc à environ 25 millions d'euros. Ce niveau de consommation correspond à un niveau d'activité très bas.

D'ici à la fin du mois d'août 2014, le Groupe s'attend à encaisser 36 millions d'euros au titre des créances existantes au 31 mars 2014. Soitec a également facturé des systèmes pour 10 millions d'euros et doit encore facturer pour près de 14 millions d'euros d'ici le mois d'août 2014. Il reste donc à encaisser près de 60 millions d'euros au titre du projet sud-africain d'ici la fin du mois d'août 2014. De plus, le Groupe doit récupérer des dépôts de garantie émis par Soitec SA et directement liés au projet Touwsrivier pour un montant de 18 millions d'euros. Les flux de trésorerie attendus entre juin et septembre et directement liés au projet Touwsrivier atteignent donc environ 78 millions d'euros. Le délai dans lequel la totalité des fonds seront récupérés, dépend du délai nécessaire à l'un des actionnaires minoritaires de la filiale projet pour refinancer sa participation au capital de cette filiale, ce que le groupe anticipe intervenir d'ici au début du mois d'août 2014 , et du remboursement d'un dépôt de garantie mis en place par Soitec lors du placement de l'emprunt

obligataire sud-africain. Le Groupe doit enfin fournir au contrôle des changes sud-africain des explications détaillées sur ces flux pour en permettre le transfert en Europe.

### 10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement du Groupe

La structure financière du Groupe s'est dégradée du fait de la perte nette constatée au titre de l'exercice 2013-2014. A fin mars 2014, les fonds propres se montent à 220,6 millions d'euros et la trésorerie disponible à 44,7 millions d'euros (y compris les équivalents de trésorerie). La dette financière s'établit à 256,9 millions d'euros, contre 196,7 millions d'euros au 31 mars 2013. Le Groupe a mobilisé des lignes de crédit à hauteur de 60,6 millions d'euros, soit une augmentation nette de 19,5 millions d'euros par rapport au 31 mars 2013. La principale composante de la dette financière est un emprunt obligataire convertible en actions arrivant à échéance en septembre 2014 pour un montant nominal de 83,0 millions d'euros et un emprunt obligataire convertible en actions arrivant à échéance en 2018 pour un montant nominal de 103,2 millions d'euros.

Soitec a signé en 2012 avec ses partenaires bancaires des lignes de crédit confirmées pour un montant total de 72 millions d'euros, à échoir au 31 mars 2017 et amortissables sur 5 ans. L'une d'elle a été restructurée en 2013 avec une échéance au 31 août 2014, pour un montant de 5,6 millions d'euros. Au 31 mars 2014, les lignes de crédit confirmées étaient toutes utilisées. D'ici au remboursement de l'OCEANE 2014 prévu le 9 septembre 2014, le montant total des remboursements au titre des lignes de crédit confirmées s'élève à 7,6 millions d'euros

Les lignes de crédit dont bénéficie Soitec sont pour la plupart dépourvues de covenants financiers. L'une d'entre elles, pour un montant de 9 millions d'euros (que la Société prévoit de rembourser à son échéance fin septembre 2014), impose à chaque avis de tirage le respect d'un ratio dettes sur fonds propres inférieur à 1.

Au 31 mars 2014, comme à la date du dépôt de la présente Actualisation du Document de Référence, l'ensemble des covenants financiers applicables aux lignes de crédit tirées est respecté.

Dans le cadre de la mobilisation des créances sur le crédit d'impôt de recherche (CIR), la Société a signé avec Oséo des lignes de crédit pour un montant global de 17,5 millions d'euros, au titre du financement du CIR pour les années 2010, 2011 et 2012 : 6,5 millions d'euros à échéance septembre 2014, 4,6 millions d'euros à échéance septembre 2015 et 6,4 millions d'euros à échéance septembre 2016. Le financement ainsi obtenu correspond à 80% du montant de la créance de Soitec sur l'Etat au titre du CIR. Soitec entend poursuivre sa politique de mobilisation du CIR dans des conditions similaires au cours de l'exercice 2014-2015. Ainsi, l'échéance en septembre 2014 de 6,5 millions d'euros au titre du financement du CIR 2010 sera couverte par l'encaissement de la créance sur l'Etat à hauteur de 8,1 millions d'euros.

Des informations complémentaires sur le financement de la Société et du Groupe sont fournies en note 3.15. de l'annexe aux comptes consolidés.

### 10.5. Informations concernant les sources de financement attendues

Au 31 mars 2014, la Société disposait d'une trésorerie disponible de 44,7 millions d'euros.

A la clôture de mai 2014, la trésorerie se montait à 37,2 millions d'euros, en baisse de 7,5 millions d'euros par rapport au 31 mars 2014. Le projet sud-africain a généré un flux positif net de 18 millions d'euros (30,1 millions d'euros encaissés mais dépôt de garantie de performance de 7,2 millions d'euros et apport en capital à la filiale projet pour 4,9 millions d'euros). La consommation de trésorerie hors Touwsrivier se monte donc à environ 25 millions d'euros cumulés sur les mois d'avril et de mai 2014. Ce niveau de consommation élevé correspond à un point bas de l'activité, en particulier sur la Division Electronique (en baisse de 45% par rapport au quatrième trimestre 2013-2014) et ne reflète pas l'évolution attendue en tendance sur l'ensemble de l'exercice. Soitec entend finaliser des accords de vente avec reprise en crédit-bail (sale and lease-back) de certains de ses actifs avant la fin du premier semestre 2014-2015 (à hauteur d'un montant net d'environ 22,2 millions d'euros pour San Diego et environ 22 millions d'euros pour Bernin), après avoir monétisé ses bâtiments à San Diego en mars dernier. En parallèle et pour mieux servir ses clients et actionnaires, Soitec poursuivra l'optimisation de sa structure des coûts en lien avec les tendances de marchés dans le cadre de son programme stratégique « Soitec 2015 » qui vise le retour à la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice 2015-2016 en étant centré sur les coûts, l'agilité et l'excellence opérationnelle. Les flux de trésorerie générés par l'exploitation dans la division Electronique, le solde restant à encaisser sur le projet sud-africain (environ 78 millions d'euros) et la mise en place d'un



financement en crédit-bail sur des équipements industriels permettront de faire face aux échéances à court terme, notamment le remboursement du solde des OCEANE 2014.

Enfin, l'adoption des résolutions soumises au vote des actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 avril 2014 (voir paragraphe 21.1.4.2 du présent Document de Référence) a permis de doter la Société des autorisations nécessaires à un éventuel appel aux marchés financiers pour financer l'activité de la Société sur l'ensemble de l'exercice 2014-2015. Voir également la note 2.4.7 aux comptes consolidés relative à la continuité de l'exploitation au paragraphe 20.3.1.2 du présent Document de Référence).

## 12. Informations sur les tendances

### 12.2. Existence de toute tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sur les perspectives de la Société

Au cours de l'exercice 2014-2015, le Groupe prévoit une contribution plus équilibrée aux recettes de ses Divisions Électronique et Énergie Solaire.

S'agissant de la Division Electronique, Soitec anticipe avec confiance l'adoption de ses solutions FD SOI par de grands acteurs du marché des semi-conducteurs, confirmée par l'annonce le 14 mai 2014 de l'accord conclu entre Samsung et STMicroelectronics, par lequel Samsung bénéficie d'une licence auprès de STMicroelectronics pour la plate-forme technologique FD SOI en 28 nm (voir le communiqué du 15 mai 2014). La demande pour les produits Soitec dédiés aux applications mobiles (tablettes, téléphones mobiles) devrait compenser l'arrêt définitif des livraisons sur les technologies PDSOI. Le 26 mai 2014, Soitec a annoncé la conclusion d'un partenariat de dimension internationale avec Shanghai Simgui Technology Co., Ltd. (Simgui), fabricant chinois de plaques de silicium pour l'industrie des semi-conducteurs. Cette alliance vise à répondre à l'augmentation de la demande chinoise et à l'insuffisance mondiale des capacités de production de plaques de silicium sur isolant (SOI) de taille 200 mm, qui sont utilisées dans la fabrication de semi-conducteurs pour les applications de radio fréquence (RF) et les applications de puissance (voir communiqué du 26 mai 2014). Les prévisions les plus récentes indiquent une forte baisse séquentielle sur le premier trimestre de l'exercice 2014-2015 (de l'ordre de 45% par comparaison au quatrième trimestre 2013-2014) suivie d'une croissance soutenue au cours de l'exercice, qui résultera des premières ventes significatives de plaques FD SOI et la poursuite des livraisons dédiées aux applications RF. Cette tendance conduit la Division Électronique à anticiper une stabilité de son chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'exercice 2014-2015.

La qualification du FD SOI par Samsung ne nécessitera qu'une enveloppe d'investissement modeste, de l'ordre de 4,5 millions d'euros dont 1,2 millions d'euros ont été décaissés en avril 2014. La montée en volume attendue pour le début de l'année civile 2015 pourrait nécessiter des premiers investissements de capacité en fin d'exercice fiscal, pour un montant maximum de 7 à 8 millions d'euros. Au-delà de l'exercice en cours, l'effort d'investissement dépendra du rythme de montée en puissance des donneurs d'ordre.

La Division Solaire, quant à elle, finalisera la livraison de la totalité des 44 MWp du projet Touwsrivier sur le premier semestre du nouvel exercice et devrait s'engager dans une montée en charge de ses livraisons sur son premier projet nord américain pour lequel le Groupe détient en propre 150 MWp de contrats d'électricité. La centrale solaire de Touwsrivier a récemment franchi toutes les étapes nécessaires à la mise en service de ses premiers 22 MWp, soit la moitié de sa capacité totale. Cette étape majeure confirme le respect par la centrale des obligations contractuelles et valide les contrats d'achat d'électricité conclus pour la totalité des 44 MWp. Le 1<sup>er</sup> juin 2014, Soitec a annoncé que le ministère de l'Énergie sud-africain a définitivement validé la modification de la structure de financement de la centrale solaire Soitec de 44 MWp installée à Touwsrivier, en autorisant la participation au projet du Government Employee Pension Fund (GEPEF) en qualité d'investisseur majeur à long terme (voir communiqué du 1<sup>er</sup> juin 2014). Enfin, Soitec a annoncé le 15 avril 2014 que CSOLAR IV West, LLC (« CSOLAR »), avait indiqué à la société San Diego Gas & Electric (« SDG&E ») avoir décidé de ne pas retenir la technologie photovoltaïque à concentration (CPV) développée par Soitec Solar afin de produire les 150 mégawatts (MW) de la ferme solaire CSOLAR IV West située dans la région d'Imperial County (voir le communiqué Soitec du 10 mars 2011). CSOLAR, une filiale à 100% de Tenaska Solar

Ventures, LLC (« Tenaska »), a indiqué préférer avoir recours à une solution traditionnelle de panneaux photovoltaïques pour réaliser le projet. La décision prise par Tenaska ne remet pas en cause de façon significative les perspectives de l'usine californienne en charge de l'approvisionnement mondial en panneaux utilisant la technologie CPV, ni n'impacte les contrats d'achat d'électricité conclus entre Soitec Solar et SDG&E qui ont précédemment été validés par la CPUC (voir les communiqués Soitec des 12 avril 2011 et 18 mai 2011) et sont en cours de développement.

Ces tendances et objectifs demeurent en tout état de cause soumis aux différents facteurs de risque auxquels le Groupe est exposé, et qui sont décrits au chapitre 4 du Document de Référence 2013-2014 et du chapitre 4 de la présente Actualisation du Document de Référence.

## 14. Organes d'Administration, de Direction et de Direction Générale

### 14.1. Informations et renseignements sur les organes d'Administration et de Direction

#### 14.1.1.1. Composition et évolution du Conseil d'Administration depuis le début de l'exercice 2014-2015

##### b/ Durée des mandats

La durée des fonctions des administrateurs élus à compter de cette date est de quatre années ; elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat des administrateurs. Ils sont toujours rééligibles.

Le tableau suivant récapitule les dates de début et d'expiration des mandats des membres du Conseil d'Administration (voir page suivante) :



Nom	Date de 1 <sup>re</sup> nomination	Date de début du mandat en cours	Date d'expiration du mandat	Nombre de mandats
André-Jacques Auberton-Hervé	27/02/1992	03/07/2012	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2016	4
Paul Boudre	03/07/2012	03/07/2012	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2016	1
BPI France Participations	02/07/2013	02/07/2013	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2017	1
Douglas Dunn	09/07/2004	28/05/2014	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2018	3
Fumisato Hirose	10/07/2003	24/06/2011	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2015	2
Joël Karecki	20/01/2012	20/01/2012	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2016	1
Didier Lamouche	01/07/2005	24/06/2011	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2015	2
Christian Lucas	03/07/2012	03/07/2012	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2016	1
Joseph Martin	09/07/2004	28/05/2014	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2018	3
Patrick Murray	24/06/2011	24/06/2011	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2015	1
Annick Pascal	24/06/2011	24/06/2011	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2015	1

## 21. Informations complémentaires

### 21.1. Capital social

#### 21.1.1. Capital social à la date du dépôt de la présente Actualisation du Document de Référence

A la date du dépôt de la présente Actualisation du Document de Référence, le capital social de la Société s'élève à 17 314 264 euros, divisé en 173 142 640 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro, entièrement libérées.

Il n'y a pas d'actions émises mais non libérées.

A la date du dépôt du Document de Référence 2013-2014, le capital social de la Société s'élevait à 17 258 079,50 euros, divisé en

172 580 795 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro, entièrement libérées.

Cette évolution résulte de la constatation par le Conseil d'Administration et le Président Directeur Général des augmentations de capital suivantes :

- le 6 juin 2014, le Conseil d'Administration, a constaté que le capital social de la Société avait été porté à 17 314 249 euros, divisé en 173 142 490 actions de 0,10 euro de valeur nominale du fait de l'acquisition de 561 695 actions de performance, et en conséquence de ces acquisitions, du fait de l'émission de 561 695 actions.
- le 12 juin 2014, le Président Directeur Général, agissant sur délégation du Conseil d'Administration, a constaté que le capital social de la Société avait été porté de 17 314 249 euros à 17 314 264 euros, divisé en 173 142 640 actions.

#### Autorisation existante

L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 28 mai 2014, dans sa dixième résolution, a autorisé le Conseil d'Administration à acquérir des actions de la Société, dans les conditions prévues par les articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce ainsi que le Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive européenne n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, dans la limite de 5 % du nombre d'actions composant le capital social.

Cette autorisation mettait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 Juillet 2013.

Les acquisitions peuvent être effectuées en vue :

- d'assurer la liquidité et animer le marché secondaire de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers, ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions à des salariés ou anciens salariés et/ou à des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable, notamment dans le cadre de plans d'option d'achat d'actions, d'opérations d'attribution gratuite d'actions existantes ou de plans d'épargne d'entreprise ; ou
- de la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital ; ou
- de la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société par remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société ; ou
- d'annuler ultérieurement, en tout ou partie, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce, conformément aux termes de la onzième résolution adoptée par les actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 avril 2014 ; ou
- de mettre en œuvre toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché ; ou
- d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur sous réserve d'en informer les actionnaires de la Société par voie de communiqué.

Ces achats d'actions peuvent être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres sur le marché ou hors marché, et aux époques que le Conseil d'Administration apprécie, y compris en période d'offre publique, dans la limite de la réglementation boursière. Toutefois, la Société n'entend pas recourir à des produits dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 5 euros par action. Le montant maximal des acquisitions pouvant être effectué, au titre de ce programme, est donc de 43 145 199 euros.

En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de démembrement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant susmentionné sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient d'ajustement égal au rapport entre le nombre d'actions composant le

capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

21.1.4.2. Etat des autorisations et des utilisations

**Tableau récapitulatif des autorisations en cours :**

Opérations/Titres concernés	Montant nominal maximum d'émission	Utilisation (date)	Durée de l'autorisation (et expiration)
-----------------------------	------------------------------------	--------------------	---

Opérations/Titres concernés	Montant nominal maximum d'émission	Utilisation (date)	Durée de l'autorisation (et expiration)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues avec DPS AGE 22/04/14 – 1 <sup>ère</sup> résolution	En capital = 20 millions d'euros	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS AGE 22/04/14 – 2 <sup>e</sup> résolution	En capital = 15 millions d'euros En emprunt = 250 millions d'euros	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS - réservée à catégorie de personnes dénommées AGE 22/04/14 – 3 <sup>e</sup> résolution	En capital = 15 millions d'euros En emprunt = 250 millions d'euros	Aucune	18 mois (06/15)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS - offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier AGE 22/04/14 – 4 <sup>e</sup> résolution	En capital = 20 % du capital social dans la limite de 15 millions d'euros <sup>1</sup> En emprunt = 250 millions d'euros <sup>2</sup>	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas de demandes excédentaires AGE 22/04/14 – 5 <sup>e</sup> résolution	Dans la limite (i) de 15 % de l'émission initiale et (ii) du plafond prévu dans la délégation utilisée	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS - modalités dérogatoires de fixation du prix d'émission AGE 22/04/14 – 6 <sup>e</sup> résolution	En capital = 10 % du capital social par an dans la limite de 15 millions d'euros <sup>1</sup> En emprunt = 250 millions d'euros <sup>2</sup>	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation de capital de la Société en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital AGE 22/04/14 – 7 <sup>e</sup> résolution	En capital = 10 % du capital social par an dans la limite de 15 millions d'euros <sup>1</sup> En emprunt = 250 millions d'euros	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres AGE 22/04/14 – 8 <sup>e</sup> résolution	Dans la limite du montant des comptes de réserves, primes ou bénéfices et du plafond de 20 millions d'euros	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation du capital social en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société AGE 22/04/14 – 9 <sup>e</sup> résolution	En capital = 15 millions d'euros En emprunt = 250 millions d'euros	Aucune	26 mois (06/16)
Augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du DPS AGOE du 02/07/13 – 17 <sup>e</sup> résolution	En capital = 500 000 euros s'imputant sur le plafond de 15 millions d'euros	Aucune	26 mois (06/16)
Attribution d'actions gratuites d'actions AGOE du 02/07/13 – 18 <sup>e</sup> résolution	2 % du capital (au jour de l'attribution) L'attribution aux mandataires sociaux ne doit pas excéder	Attribution le 06/03/14 de 215 000 actions gratuites	24 mois (07/15)

Opérations/Titres concernés	Montant nominal maximum d'émission	Utilisation (date)	Durée de l'autorisation (et expiration)
	20 % du montant global attribué		
Emission à titre gratuit de BSA en cas d'offre publique visant la Société AGOE du 02/07/13 – 22 <sup>e</sup> résolution	40 % du capital social	Aucune	12 mois (07/14)
Rachat d'actions de la Société AGOE du 28/05/14 – 10 <sup>e</sup> résolution	5 % du capital social	Aucune	12 mois (AG d'approbation des comptes de l'exercice clos en mars 2015)
Annulation d'actions acquises en vertu des autorisations de rachat des actions propres de la Société AGE du 22/04/14 – 11 <sup>e</sup> résolution	10 % du capital social	Aucune	18 mois (07/15)

1 Plafond distinct du plafond de 5 millions d'euros posé à la 11<sup>e</sup> résolution.

2 Plafond commun s'imputant sur le plafond de 250 millions d'euros posé à la 12<sup>e</sup> résolution.

#### Autorisation de procéder au rachat d'actions de la Société

L'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2014 a autorisé le Conseil d'Administration, dans sa dixième résolution, à procéder au rachat d'actions de la Société dans la limite de 5 % du capital social à la date de l'Assemblée et à un prix maximum de 5 euros par action (soit un montant global maximum de 43 145 199 euros), les actions ainsi acquises pouvant être affectées à l'animation du marché secondaire ou à la liquidité du titre dans le cadre d'un contrat de liquidité, à la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autre formes d'attribution d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, à la remise en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, à la remise de titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à l'annulation ou à la mise en œuvre de toute pratique de marché qui serait admise par l'Autorité des marchés financiers ; cette autorisation expire au jour de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2015.

## 24. Documents accessibles au public

### 24.2. Liste des communiqués de presse et autres publications

Depuis la clôture de l'exercice 2013-2014 et jusqu'à la date du dépôt de la présente Actualisation du Document de Référence, les communiqués de presse et les publications au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires suivants ont été publiés, respectivement sur le site internet de la Société ([www.soitec.com](http://www.soitec.com)) et sur celui de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)), et au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires :

- 10 jun. 2014 [Inauguration du démonstrateur photovoltaïque à concentration d'Usib par le ministre namibien des Mines et de l'Énergie](#)
- 06 jun. 2014 [Information relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital](#) (pdf)
- 04 jun. 2014 [Soitec recrute un cadre dirigeant d'Intel pour développer son activité microélectronique en Amérique du Nord](#)
- 02 jun. 2014 [Le ministère de l'Énergie sud-africain approuve la modification de la structure de financement de la centrale solaire de 44 MW de Touwsrivier](#)
- 28 mai. 2014 [Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 28 mai 2014](#) (pdf)
- 28 mai. 2014 [Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 mai 2014](#)

- 26 mai. 2014 [Soitec et Simgui annoncent un partenariat pour produire des plaques de SOI de 200 mm en Chine pour les applications de radio fréquence et de puissance](#)
- 15 mai. 2014 [L'annonce d'un partenariat majeur fait du FD SOI la technologie de référence pour les marchés du mobile et de l'électronique grand public](#)
- 14 mai. 2014 [Avec le soutien de Soitec, l'association Zanmi-Lasanté Paris approvisionne en électricité solaire une communauté rurale d'Haïti](#)
- 14 mai. 2014 [Mise à disposition du document de référence 2013-2014](#)
- 30 avr. 2014 [Information relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital](#) (pdf)
- 22 avr. 2014 [Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 22 avril 2014](#) (pdf)
- 22 avr. 2014 [Assemblée Générale Extraordinaire du 22 avril 2014](#)
- 22 avr. 2014 [Résultats annuels 2013-2014](#) (pdf)
- 15 avr. 2014 [Soitec : modification du calendrier de publication](#)
- 11 avr. 2014 [Information relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital](#) (pdf)
- 01 avr. 2014 [Soitec annonce être éligible au nouveau PEA-PME](#)